

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 476

14 mars 2011

SOMMAIRE

Adler Lux Sàrl	22848	Invest Games S.A.	22846
Adler Lux Sàrl	22848	Jaccar Holdings	22811
Alban International S.A.	22848	Laredo S.A.	22803
ARERO - Der Weltfonds	22846	Marsan Holding S.A.	22804
ARERO - Der Weltfonds	22846	M Immobilier	22807
Audit & Consulting Services S.à r.l.	22840	Mosqueteiros S.A.	22805
Berenberg Global Opportunity	22841	MR & Co Promo Sàrl	22829
Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch	22806	MR & Co Promo Sàrl	22829
Comgest Asia	22802	MRO S.A.	22841
Comgest Europe	22804	Nereo GreenCapital Lux Partners S.à r.l.	22819
CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS	22842	PAJ Management S.à r.l.	22813
Cutec S.A. S.P.F.	22803	Pharmaceutical Enterprises	22806
DWS India	22847	Premium Club s.à r.l.	22838
DWS India	22846	Script s.à r.l.	22832
Fortis Direct Real Estate Fund	22807	Solnuten International S.A.	22835
Foxitec S.A. SPF	22803	UBS (Lux) Institutional Sicav	22810
FX Global Capital Investments S.A.	22805	United Investors Sicav	22809
Global Advantage Funds	22810	Valau Holding S.A. S.P.F.	22804
ID Projets s.à r.l.	22830	Vivaro Holdings S.A. S.P.F.	22805
IKB International	22802	Volta Green LP s.à r.l.	22816
Illimitec International S.A.	22848	Wölbern Global Shipping	22806
		Young Energy Prize S.A.	22848

IKB International, Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 12, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 17.018.

Hiermit lädt der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") die Aktionäre der Gesellschaft zu der

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Gesellschaft, die vor der Luxemburger Notarin Joëlle Baden mit Amtssitz in 17, Rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, am 31. März 2011 um 11 Uhr abgehalten wird, um über die folgende Tagesordnung zu entscheiden (die "Hauptversammlung"):

Tagesordnung:

1. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft;
2. Bestellung der Liquidatoren;
3. Festlegung der Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren;
4. Verschiedenes.

ALLGEMEINE REGELN

Gemäß Artikel 67-1 (2) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz") erfordern Beschlüsse zur Auflösung und Liquidation der Gesellschaft ein Quorum von Mitgliedern, die mindestens die Hälfte der Aktien repräsentieren; ein entsprechender Beschluss kann nur mit einer Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet werden.

Gemäß Artikel 67 (3) des Gesetzes und der Satzung der Gesellschaft ist jeder Aktionär berechtigt, persönlich abzustimmen oder einen für ihn stimmberechtigten Vertreter zu ernennen.

Wenn Sie bei der Hauptversammlung nicht persönlich anwesend sein können und vertreten werden möchten, können sie mittels eines Vertreters teilnehmen. Wir bitten Sie, vor dem 31. März 2011 um 8.00 Uhr eine pdf-Kopie einer ordnungsgemäß unterschriebenen Vollmacht zu Händen von Herrn Wolfgang Güth an wolfgang.gueth@ikb.de zu senden, gefolgt von dem an den Sitz der Gesellschaft zu sendenden Original. Diese Veröffentlichung beruht auf Artikel 60-8 (1) des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner aktuellen Fassung.

Der Verwaltungsrat der IKB International S.A.

Référence de publication: 2011030612/31/29.

Comgest Asia, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 43.621.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 31 mars 2011 à 10h30, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du Gestionnaire et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des états financiers au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge des Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2010.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer.

Si vous ne pouvez assister à cette Assemblée, nous vous remercions de nous faire parvenir, d'abord par fax puis par courrier, la procuration ci-jointe dûment complétée, datée et signée au plus tard cinq jours francs avant l'Assemblée à CACEIS Bank Luxembourg, à l'attention de Mme Laetitia Bœuf, au 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax : +352.47.67.84.07).

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une pho-

to copie de leur carte d'identité / passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011037034/755/34.

Laredo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 46.573.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 06 avr. 2011 à 14:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037025/1267/16.

Cutec S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.274.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 07 avr. 2011 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037026/1267/16.

Foxitec S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.276.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 07 avr. 2011 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037027/1267/15.

Marsan Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 39.761.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 07 avr. 2011 à 17:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037028/1267/15.

Valau Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 07 avr. 2011 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037029/1267/15.

Comgest Europe, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 40.576.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 31 mars 2011 à 10h00, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du Gestionnaire et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des états financiers au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge des Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2010.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer.

Si vous ne pouvez assister à cette Assemblée, nous vous remercions de nous faire parvenir, d'abord par fax puis par courrier, la procuration ci-jointe dûment complétée, datée et signée au plus tard cinq jours francs avant l'Assemblée à CACEIS Bank Luxembourg, à l'attention de Mme Laetitia Boëuf, au 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax : +352.47.67.84.07).

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité / passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011037035/755/34.

FX Global Capital Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 148.869.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 08 avr. 2011 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037030/1267/15.

Mosqueteiros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 149.075.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 08 avr. 2011 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037031/1267/15.

Vivaro Holdings S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 107.199.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 08 avr. 2011 à 9:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037032/1267/15.

Pharmaceutical Enterprises, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 48.294.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 08 avr. 2011 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011037033/1267/16.

Wölbern Global Shipping, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 139.726.

Die Aktionäre der Wölbern Global Shipping werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der aktionäre eingeladen, die am 1. April 2011, 14:00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Beschlussfassung der Aktionäre über die Liquidation der Wölbern Global Shipping
2. Bestellung des Liquidators/der Liquidatoren der Wölbern Global Shipping
3. Festlegung der Befugnisse des Liquidators/der Liquidatoren
4. Festlegung der Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren gemäß anfallendem Arbeitsaufwand
5. Bestellung der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Deloitte S.A. zur Prüfung der Liquidation und Erstellung des Prüfberichtes der Wölbern Global Shipping

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Inhaberaktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 28. März 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Wölbern Global Shipping (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden. Luxembourg, im März 2011.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011037036/755/27.

Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch, Société Anonyme.

Siège social: L-9214 Diekirch, 1, rue de la Brasserie.

R.C.S. Luxembourg B 96.275.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 23 mars 2011 à 9214 Diekirch, Rue de la Brasserie 1 à 17 heures

Ordre du jour:

1. Communication des rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprise sur l'exercice 2010
2. Approbation des comptes annuels pour la période du 1 janvier 2010 au 23 juin 2010 et affectation des résultats.
3. Approbation des comptes annuels pour la période du 24 juin 2010 au 31 décembre 2010 et affectation des résultats.

4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprise
5. Nominations statutaires
6. Nomination du réviseur
7. Divers

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'Assemblée Générale ordinaire ou s'y faire représenter, sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts, en déposant leurs titres cinq jours avant l'Assemblée, soit au siège social situé à 9214 Diekirch, Rue de la Brasserie 1, soit dans une banque de la place, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au Conseil d'administration cinq jours avant l'Assemblée Générale.

Référence de publication: 2011028485/800485/21.

M Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 2, rue de la Tour Jacob.

R.C.S. Luxembourg B 82.453.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra 2, rue de la Tour Jacob à Luxembourg, le mercredi, 23 mars 2011 à 10 heures.

Ordre du jour:

1. Communication des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprise sur l'exercice 2010.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 2011.
6. Etat d'avancement des projets immobiliers
7. Divers.

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts, en déposant leurs titres cinq jours avant l'assemblée, soit au siège social situé rue de la Tour Jacob, 2 à Luxembourg, soit dans une banque de la place, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au conseil d'administration cinq jours avant l'assemblée générale.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011028487/22.

Fortis Direct Real Estate Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 107.629.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le quorum requis par la loi n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2011, les actionnaires sont convoqués à une deuxième assemblée extraordinaire qui se tiendra le 28 mars 2011 à 10 h 30, dans les locaux de BNP PARIBAS REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A, 44 avenue J.F. Kennedy, L-1855 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination de la société en European Direct Property Fund ou en abrégé «EDP Fund»;
2. Modification subséquente de l'article 1 des statuts;
3. Renouvellement pour une période de 5 années des règles relatives au capital autorisé applicables aux compartiments Offices Western Europe, Offices Central Europe, Retail Western and Central Europe, Logistics Western and Central Europe;
4. Refonte de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Art. 6. Capital autorisé.
Le capital autorisé est fixé à DEUX MILLIARDS d'euros (2.000.000.000,- EUR) affecté de la manière suivante:
- pour un montant de CINQ CENTS MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) aux Actions Offices Western Europe «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - Offices Western Europe tel que décrit dans le Prospectus;

- pour un montant de CINQ CENTS MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) aux Actions Offices Central Europe «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - Offices Central Europe tel que décrit dans le Prospectus;
- pour un montant de CINQ CENTS MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) aux Actions Retail Western and Central Europe «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - Retail Western and Central Europe tel que décrit dans le Prospectus;
- pour un montant de CINQ CENTS MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) aux Actions Logistics Western and Central Europe «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - Logistics Western and Central Europe tel que décrit dans le Prospectus.

Dans le cadre exclusif des quatre Compartiments mentionnés ci-dessus, les règles relatives au capital autorisé s'appliquent de la manière suivante : L'Associé Gérant-Commandité est autorisé et mandaté pour réaliser toute augmentation de capital, en totalité ou en partie, pendant une période renouvelée de cinq (5) ans consécutivement à la décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 28 mars 2011, étant entendu que cette période de cinq (5) ans est renouvelable à partir de la date de publication de la décision de l'assemblée générale des actionnaires. L'Associé Gérant-Commandité peut décider d'émettre des actions représentant la totalité ou une partie du capital autorisé et il peut accepter les souscriptions correspondant à ces actions. L'Associé Gérant-Commandité est par les présents Statuts, autorisé et mandaté pour fixer, pour chaque nouvelle émission, un montant minimum de souscription. Chaque fois que l'Associé Gérant-Commandité aura fait constater une augmentation de capital, telle qu'autorisée, l'article 5 des Statuts de la Société sera adapté de manière à refléter le résultat de cette action. L'Associé Gérant-Commandité prendra ou autorisera une personne à prendre les mesures nécessaires afin de faire acter et publier cette modification conformément à la Loi.

Le droit de souscription préférentiel tel que prévu par la Loi n'est accordé qu'aux Actionnaires déjà présents dans le Compartiment et possédant des actions relevant des Catégories et Classes d'Actions devant être émises, et non pas à l'ensemble des Actionnaires du Fonds. Ce droit de souscription préférentiel ne peut être supprimé par l'Associé Gérant-Commandité que lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Les augmentations de capital réalisées en dehors du capital autorisé ainsi que les réductions de capital seront décidées en assemblée générale des actionnaires du Compartiment pour lequel l'augmentation ou la diminution de capital est envisagée, aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. L'Associé Gérant-Commandité ne pourra s'opposer à une décision d'augmentation ou de diminution de capital valablement prise par les actionnaires du Compartiment.»;

5. Augmentation du capital autorisé de CINQ CENT MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de DEUX MILLIARDS d'euros (2.000.000.000,- EUR) à celui de DEUX MILLIARDS CINQ CENT MILLIONS d'euros (2.500.000.000,- EUR) affectée de la manière suivante:
 - CINQ CENTS MILLIONS d'euros (500.000.000,- EUR) aux Actions Defensive Residential Luxembourg «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - Defensive Residential Luxembourg tel que décrit dans le Prospectus;
6. Modification subséquente de l'article 6 des statuts;
7. Diminution de capital, avec effet rétroactif au 22 juin 2010, à concurrence de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 150.000,-) à la suite du rachat, par European Direct Property Fund S.C.A., de NEUF (9) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe et de SIX (6) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe;
8. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;
9. Diminution de capital, avec effet rétroactif au 22 décembre 2010, à concurrence de VINGT MILLIONS SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (EUR 20.075.000,-) à la suite du rachat, par European Direct Property Fund S.C.A., de SIX CENT QUATRE VIRGULE VINGT-DEUX (604,22) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe, de CINQUANTE-QUATRE VIRGULE DIX (54,10) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe, de VINGT-NEUF VIRGULE DIX-SEPT (29,17) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe, de CENT VINGT (120) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe, de DOUZE (12) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe et de MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT VIRGULE ZERO UNE (1.188,01) actions propres sans désignation de

valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland.

10. Refonte des statuts (sans toucher ni à l'objet social, ni à la forme de la société), notamment des articles 29, 35 et 36 afin d'y intégrer de nouvelles dispositions relatives aux quorums de présence et conditions de majorité, en particulier au sein d'un compartiment, sur les décisions relatives aux scissions, fusions et dissolutions de compartiments;
11. Sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, modification de l'objet de la société afin d'y intégrer la possibilité, pour la Société, d'acquérir, de développer, de financer et de gérer des biens immobiliers par le biais d'organismes de placement collectif cibles pour autant que leur politique d'investissement soit à prépondérance immobilière et que leur diversification soit conforme à la Loi OPC et au Prospectus.
12. Le cas échéant, modification subséquente de l'article 3 des statuts.
13. Sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, augmentation du capital autorisé de CENT VINGT-CINQ MILLIONS d'euros (125.000.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de DEUX MILLIARDS CINQ CENT MILLIONS d'euros (2.500.000.000,- EUR) à celui de DEUX MILLIARDS SIX CENT VINGT-CINQ MILLIONS d'euros (2.625.000.000,- EUR) affectée de la manière suivante:
 - CENT VINGT-CINQ MILLIONS d'euros (125.000.000,- EUR) aux Actions SPF 1 «I» et «R» (qu'elles soient de capitalisation ou de distribution) répondant aux caractéristiques du compartiment European Direct Property Fund - SPF 1 tel que décrit dans le Prospectus ;
14. Le cas échéant, modification subséquente de l'article 6 des statuts;
15. Sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, modification de l'article 16 des statuts pour y intégrer un renvoi au Prospectus.
16. Divers

Pour tenir valablement l'assemblée, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée générale, les actionnaires devront faire connaître leur intention de prendre part à l'assemblée en adressant un courrier au siège de la société cinq jours francs au moins avant la réunion.

Fortis Direct Real Estate Management S.A

L'Associé Gérant-Commandité

Référence de publication: 2011029012/755/115.

United Investors Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 129.617.

Les actionnaires d'United Investors Sicav (la "Société") sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(l'"Assemblée") qui se tiendra au siège de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, le jeudi 24 mars 2011 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats.
4. Donner quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat pour l'exercice social clos au 31 décembre 2010.
5. Composition du conseil d'administration.
6. Election ou réélection du réviseur d'entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours francs avant l'Assemblée, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Le rapport annuel au 31 décembre 2010 est disponible sur demande au siège social de la Société.

Pour le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011030012/755/29.

Global Advantage Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.433.

We are pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of Global Advantage Funds (the "Meeting"), which will be held on 25 March 2011 at 11.00 a.m. at the offices of State Street Bank Luxembourg S.A., 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Chairman's Statement and of the report of the Independent Auditor.
2. Approval of the Balance Sheet and the Profit & Loss Account as of 31 December 2010, and allocation of results.
3. Discharge to be granted to the Directors of the Company with respect to the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2010.
4. Re-election of the following persons as Directors of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2012:
 - Mr. Michael Keppler,
 - Mr. Benoit Fally,
 - Mr. Rüdiger Zeppenfeld,
 - Ms. Susanne van Dootinck.
5. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as Independent Auditor of the Company to hold office until the next Annual General Meeting to be held in 2012.
6. Any others business which may be properly brought before the Meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

A proxy form may be obtained at the registered office's address and has to be returned by fax no later than 48 hours before the meeting to the attention of Mrs. Candice Mayembo at the fax number +352 46 40 10 413 and by mail to the registered office's address.

By order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2011029539/755/31.

UBS (Lux) Institutional Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.477.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Institutional Sicav sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 21 März 2011 um 10:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2010
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Geschäftsleitung und des Abschlussprüfers
5. Sitzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011030960/755/33.

Jaccar Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 103.405.

Notice of a meeting of bondholders is hereby given to the holders of the outstanding 1,405 convertible Bonds (the "Bondholders" and each individually the "Bondholder") issued on 21 January 2010, with ISIN Code: XS0478103293 and listed on the Open Market of the Frankfurt Stock Exchange.

MEETING OF THE BONDHOLDERS

of the Company (the "Meeting") which shall be held, on basis of article 94-3 (2) paragraph 2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended and in continuation of the meeting of 3 March 2011, on 22 March 2011 at 10.30 o'clock Central European Time (CET), at the Company's registered office 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg with the following Agenda:

Agenda:

1. Approval of the loan granted by Banque Degroof (Brussels) on 3 January 2011 of an amount of \$ 20.000.000 for a maximum 3 months maturity period and guaranteed by a collateral pledge of shares owned by Jaccar Holdings, including renunciation by the Bondholders to the benefit of the negative pledge of article 10.1 of the Conditions of Issue of the Bonds.
2. Approval of a second loan of € 240.000.000 (up to the maximum amount of € 280.000.000) to be granted by a consortium of banks for a 5 years maturity period and to be guaranteed by a collateral pledge of shares owned by Jaccar Holdings, including renunciation by the Bondholders to the benefit of the negative pledge of article 10.1 of the Conditions of Issue of the Bonds.
3. Approval of the new tranche of EUR 10,000,000 granted on 8 November 2010 further to the loan agreement of 30 April 2009 with BNP Paribas, guaranteed by a collateral pledge of shares owned by Jaccar Holdings, including renunciation by the Bondholders to the benefit of the negative pledge of article 10.1 of the Conditions of Issue of the Bonds.
4. Miscellaneous.

In accordance with article 94-2 and 94-3 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, no quorum is required for the General Meeting convened by a second notice for passing the above resolutions. The decisions at the Meeting will be passed by a majority consisting of not less than two thirds of the votes cast by the Bondholders present or represented. The attention of the Bondholders is particularly drawn to the fact that the Meeting can take valid resolutions that will bind all the Bondholders (even those not represented at the meeting).

All the Bonds are represented by a Global Note (the "Global Note"). The Global Note is presently held by a common depositary for Euroclear Bank SA N.V. ("Euroclear") and Clearstream Luxembourg, Société Anonyme ("Clearstream").

Each person (a "Bondholder") who is the owner of a particular amount of the Bonds, through Euroclear, Clearstream or their respective account holders with Euroclear or Clearstream (the "Accountholders") should be entitled to attend and to vote at the Meeting in accordance with the procedures set out below.

Bondholders may also allow their voting right at the Meeting to be exercised by an authorized representative, e.g. allow another person of their choice to act as proxy. The relevant proxy form may be obtained free of charge at the registered office of the Company or at the Bondholders' representative office.

Any Bondholder wishing to attend and to vote at the Meeting in person must produce at the Meeting a valid voting certificate issued by the Paying Agent in respect of which he wishes to vote, and if applicable a confirmation of the respective Intermediary (broker, dealer, commercial bank, custodian, trust company or account holder) through which the respective Bondholder holds the Bonds within the Clearing Systems.

Any Bondholder not wishing to attend and to vote at the Meeting in person may either deliver his voting certificate to the person whom he wishes to attend the Meeting on his behalf together with a duly executed proxy form and his voting certificate at the registered office of the Company.

Any Bondholder or proxyholder wishing to attend and vote at the Meeting must present at the beginning of the Meeting all requested documents in a form satisfactory to the Scrutineer of the Meeting evidencing the holding of the Bonds and among others the passport in order to verify the identity of the Bondholder or proxyholder and a valid up-to-date extract from the relevant commercial registry evidencing to powers of the representative of the Bondholder or evidencing that a proxy has been signed validly.

Bondholders who are not Accountholders must arrange through their broker, dealer, commercial bank, custodian, trust company or other nominee to contact the Accountholder through which they hold their Bonds in order to procure delivery of their voting instructions to the relevant Paying Agent prior to the Expiration Date (as defined below).

The expiration time shall be 14.30 CET of 20 March 2011 (the "Expiration Date"). The Company has the right to postpone the Expiration Date; in that case, notice of such postponement shall be given to the Bondholders.

Once the Paying Agent has issued a voting certificate for a meeting in respect of the Bonds, it shall not release the Bonds until either (i) the Meeting has been concluded or (ii) the voting certificate has been surrendered to the Paying Agent. A vote cast in accordance with a block voting instruction may not be revoked or altered during the 48 hours before time has been fixed for the Meeting.

Bondholders should note that they must allow sufficient time for compliance with the standard operating procedures of Euroclear and Clearstream Luxembourg and if applicable, such Accountholder in order to ensure delivery of their voting instructions to the Paying Agent in accordance with the time frame set out in this Notice. Bondholders are urged to contact any such person promptly to ensure timely delivery of such voting instructions.

Once the instructions to participate at the Meeting or to vote by proxy have been given, the Bondholder's interest in the Bonds will be blocked until the conclusion of the Meeting or the adjourned meeting. This means that it may not be possible to sell such Bonds until the conclusion of the Meeting or any adjourned meeting.

Confirmation of attendance to the Meeting in person or through a proxyholder, delivery of proxies must be effected by fax (or any permissible means) at the registered office of the Company with a copy to the Bondholder's representative no later than 14.30 CET on 20 March 2011.

Any instructions to participate at the meeting or to vote by proxy given by a Bondholder will remain valid and effective for the adjourned meeting. Bondholders who took no action in respect of the Meeting can give instructions for the adjourned meeting by following the same instructions as above.

For the purpose of this Notice "48 hours" and "24 hours" shall mean a period of 48 hours or 24 hours respectively including all or part of a day upon which banks are open for business in both the place where the relevant meeting is to be held and in each of the places where the Paying Agents have their specified offices (disregarding for this purpose the day upon which such meeting is to be held) and such period shall be extended by one period or, to the extent necessary, more periods of 24 hours or 48 hours until there is included as aforesaid all or part of a day upon which banks are open for business as aforesaid.

The period to give instruction is scheduled from 7 March 2011 to 18 March 2011.

Contacts

The Bondholders' Representative

Maître James Junker
Etude Junker
2, rue du Fort Wallis
L-2714 Luxembourg
Tél: (+352) 299 330 1
Fax: (+352) 299 330 50
e-mail: etude.junker@vo.lu

The Paying Agent

Société Générale Bank and Trust
11, avenue Emile Reuter
L-2420 Luxembourg
Att: Laurent Wauthier
Tel: (+352) 47 93 11 55 22
Fax: (+352) 24 15 75
e-mail: newissues.sgbtlux@sgss.socgen.com & evenements.sgbtlux@sgss.socgen.com

The Company

Jaccar Holdings
2, avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
Att: Pierre Lentz
Tel: (+352) 45 123 286
Fax: (+352) 45 123 201
e-mail: Pierre.Lentz@bdo.lu

Luxembourg, 4 February 2011.

The Board of Directors of Jaccar Holdings.

Référence de publication: 2011030608/534/108.

PAJ Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5690 Ellange, 1, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 157.616.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le neuf décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Patrick JOLY, indépendant, né à Namur (Belgique) le 7 avril 1970, demeurant à L-5690 Ellange, 1, route de Remich.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prestation de services administratifs et de secrétariat.

Elle aura également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La société pourra effectuer des prestations de services dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de "PAJ MANAGEMENT s.à r.l.".

Art. 4. Le siège social est établi à Ellange.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Patrick JOLY, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Patrick JOLY, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.
- 3.- Le siège social est établi à L-5690 Ellange, 1, route de Remich.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: ROLY, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 13 décembre 2010. Relation: CAP/2010/4511. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 23 décembre 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011036527/152.

(100200392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

Volta Green LP s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.324.

STATUTS

L'an deux mil onze, le seize février.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

Ont comparu:

- Monsieur Albert PAPA, ingénieur, né à Longwy, France, le 26 mars 1965, demeurant à F-57100 Thionville, 21C, route de Metz,
- Madame Lucie DEREYMAEKER, employée privée, née à Asse, Belgique, le 20 juin 1962, demeurant à F-57100 Thionville, 21C, route de Metz.
- Monsieur Philippe LAMBERT, gérant de sociétés, né à Bellefontaine, Belgique, le 19 octobre 1959, demeurant à B-6740 Etalle, 2, rue du Moulin, et
- Madame Fabienne GUILLAUME, infirmière, née à Saint-Mard, Belgique, le 23 février 1965, demeurant à B-6740 Etalle, 2, rue du Moulin.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «VOLTA GREEN LP s.à.r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Koerich.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes activités d'électricien, le montage, l'installation, le raccordement, l'entretien, la maintenance et la réparation de panneaux solaires et d'installations solaires thermiques, l'exploitation d'un bureau d'études, l'audit énergétique ainsi que le commerce des articles de la branche et toutes prestations de services en relation avec l'activité visée.

La société a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

De manière générale, la société pourra passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre les associés avec toutefois une priorité accordée aux membres d'un même groupe d'associés mais ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital restant.

Pour la disposition qui précède, les groupes d'associés sont définis comme suit:

Premier groupe d'associés: Monsieur Philippe LAMBERT et Madame Fabienne GUILLAUME,

Deuxième groupe d'associés: Monsieur Albert PAPA et Madame Lucie DEREYMAEKER.

Dans tous les cas, si un associé souhaite céder tout ou partie de ses parts, il doit les offrir préférentiellement en respect tout d'abord du droit de priorité puis du droit de préemption, aux autres associés, par lettre recommandée, proportionnellement à leur participation dans le capital de la société. La valeur des parts sera calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Les associés qui n'auront pas répondu dans un délai de trente (30) jours par lettre recommandée à l'offre décrite ci-dessus seront considérés comme ayant renoncé tant à leur droit de priorité qu'à leur droit de préemption.

Au décès de l'un des associés, en respect du droit de préemption, tout associé survivant pourra par priorité s'attribuer la pleine propriété de tout ou partie de ces parts en indemnisant les héritiers sur base d'une valorisation établie en tenant compte des trois derniers bilans de la société s'ils existent.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites comme suit:

- Monsieur Albert PAPA:	27 parts sociales
- Madame Lucie DEREYMAEKER:	23 parts sociales
- Mme Fabienne GUILLAUME:	26 parts sociales
- Monsieur Philippe LAMBERT:	24 parts sociales
TOTAL:	100 parts sociales

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil onze.

Assemblée générale

Les fondateurs prénommés, dûment représentés et détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constitués en Assemblée Générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le siège social est fixé à L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

2) La société sera gérée par deux gérants, savoir:

- Gérant technique: Monsieur Albert PAPA, ingénieur, né à Longwy, France, le 26 mars 1965, demeurant à F-57100 Thionville, 21C, route de Metz, et

- Gérant administratif: Monsieur Philippe LAMBERT, gérant de sociétés, né à Bellefontaine, Belgique, le 19 octobre 1959, demeurant à B-6740 Etalle, 2, rue du Moulin.

3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen d'une copie de leurs cartes d'identité.

Signé: A. Papa, L. Dereymaeker, P. Lambert, F. Guillaume, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 17 février 2011. Relation: CAP/2011/622. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011035917/152.

(110039280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

Nereo GreenCapital Lux Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.322.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-first of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Amicorp Trustees (New Zealand) Limited, a limited company organized and existing under the laws of New Zealand, with registered office at West Side, Level 3, The Ferry Building, 99 Quay Street, Auckland, 1010, New Zealand, and registered with the New Zealand companies office under number 100108,

Here represented by Chloé Dellandrea, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The above mentioned proxy, signed by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has drawn up the following articles of incorporation of a company which it declared to establish:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is established among the partner(s) and all those who may become owners of the shares issued, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company will exist under the name of “Nereo GreenCapital Lux Partners S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office.

The Company will have its registered office in the city of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by a resolution of the manager or, as the case may be, the board of manager(s) of the Company.

Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolutions of the manager(s) or as the case may be, the board of managers.

In the event that in the view of the manager or the board of managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or, as the case may be the board of managers.

Art. 3. Object.

The object of the Company is the holding of unlimited shares in Nereo GreenCapital (S.C.A.) SICAR a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg which is further subject to the law dated June 15, 2004 relating to the investment company in risk capital (the “SICAR law”) in the capacity of managing general partner of that company and the holding of interests in Nereo GreenCapital (S.C.A.) SICAR, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company will not act as managing general partner or investment advisor in respect of any other entity not forming part of the same group, unless the respective prior approval of the competent authority is given.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. The Company may issue, by means of private placement, shares, bonds and other debt securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also grant guarantees and grant security in favor of third parties, to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise issue guarantees over all or over some of its assets.

The Company may conduct all kinds of business that are directly or indirectly in line with this purpose. The Company may participate in other companies or enterprises having or pursuing a similar object, in any form whatsoever.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period.

It may be dissolved by decision of the single partner or by a decision of the general meeting partners voting with the quorum and majority rules provided by law or by these Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Capital. The corporate capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The corporate capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or by a resolution of the partners voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of partners. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners validly adopted.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Shares are freely transferable when the Company is composed of a single partner. The shares may be transferred freely amongst partners when the Company is composed of several partners. The shares may be transferred to non-partners only with the authorisation of the general meeting of partners representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of applicable law.

Art. 7. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a partner. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single partner or any of the partners does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Manager(s), Statutory auditors

Art. 8. Managers(s). The Company shall be managed by one (1) or more managers who may be but need not be shareholders. If the Company is managed by two (2) Managers, they shall jointly manage the Company. If the Company is managed by three (3) or more Managers, they shall constitute a board of managers and any reference in the Articles of Incorporation to the manager(s) shall constitute a reference to the board of managers.

The manager(s) will be elected by the general meeting of partners, who will determine the number of managers and the term of his/their office. Any manager will hold office until his successor is elected. Any manager is reeligible and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of partners.

The general meeting of partners may decide to appoint one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s).

The board of managers (if any) will appoint from among the managers a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a manager, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers (the "Secretary").

The board of managers (if any) will meet upon convocation by the Chairman. A meeting of the board of managers (if any) must be convened by the Chairman if any two (2) managers so require.

The Chairman will preside at all meetings of the board of managers (if any), except that in his absence the board of managers (if any) may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the consent of all those entitled to attend, at least one (1) week's notice of board of managers meetings (if any) shall be given in writing to each manager and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers (if any).

Every meetings of the board of managers (if any) shall be held in Luxembourg or such other place as the board of managers (if any) may from time to time determine. Any manager may act at any meeting of the board of managers (if any) by appointing in writing another manager as his proxy.

A quorum of any meeting of the board of managers (if any) shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office. However, in case class A managers and class B managers have been appointed, a quorum of the board of managers shall be the presence or the representation of at least one class A manager and one class B manager holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at the meeting. In case of tie of votes, the Chairman will have a decisive vote.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or via any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to physical presence at the meeting.

A written resolution, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers (if any) which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

The partners shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 9. Powers of the Managers. The manager or the managers acting jointly, when the Company is managed by two (2) managers, or the board of managers, as the case may be, is/are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the laws to the general meeting of partners are within the competence of the manager, the managers acting jointly, when the Company is managed by two (2) managers or the board of managers, as the case may be.

Art. 10. Management Fees and Expenses. The manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of his(their) management of the Company and shall in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the manager(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 11. Managers' Liability. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such manager is only liable for the performance of its duties.

Art. 12. Delegation of Powers - Representation of the Company. The manager(s) may delegate special powers or proxies or entrust specific permanent or temporary functions to persons or committees of its/their choice.

The Company will be bound towards third parties by the single signature of any manager or by the joint signatures of any two managers if there is more than one manager. However, if the general meeting of partners has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s), the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one class A manager and one class B manager.

The Company will further be bound towards third parties by the single signature or joint signatures of any person(s) to whom special signatory power has been delegated by the manager(s) within the limits of such special power.

Art. 13. Conflicts of interest-Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a manager, officer or employee of the Company has an interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, when the Company is managed by two (2) or more managers, in the event that any manager has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall make known such personal interest to the board of managers or the other manager and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of any manager therein shall be reported to the next general meeting of partners.

The Company shall indemnify the manager(s), officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been managers, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 14. Records of Resolutions of the Manager(s). The resolutions of the manager(s) shall be recorded in writing. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

Copies or extracts of such resolutions which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any one manager, of any class (if any).

If the Company is managed by a board of managers, the minutes of any meeting of the board of managers will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes and of written decisions adopted by the board of managers in conformity with article 9 of the Articles of Incorporation, which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two (2) managers.

Art. 15. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors.

The auditors, if any, will be elected by the single partner or by the general meeting of partners, as the case may be, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single partner or by the general meeting of partners, as the case may be.

Chapter IV. Meeting of partners

Art. 16. General Meeting of Partners. If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of partners.

If the Company is composed of no more than twenty five (25) partners, the decisions of the partners may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the manager(s) to the partners by any means of communication allowing for the transmission of a written text. In this latter case, the partners are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and transmit it by any means of communication allowing for the transmission of a written text it to the Company.

Unless there is only a single partner, the partners may meet in a general meeting of partners upon call in compliance with Luxembourg law by the manager(s), failing which, by the auditor or, failing which, by partners representing half the corporate capital. The notice sent to the partners in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the partners are present or represented at a partners' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A partner may act at any meeting of the partners by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a partner.

Partners' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Powers of the Meeting of Partners. Any regularly constituted meeting of partners of the Company represents the entire body of partners.

Subject to all the other powers reserved to the manager(s) by law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) partners, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

Art. 19. Procedure, Vote. The Articles of Incorporation are amended with the consent of a majority (in number) of partners owning at least three-quarters of the share capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by partners representing more than half of the share capital.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or any manager, as the case may be.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 20. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December every year.

Art. 21. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the manager(s) draw(s) up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single partner or, as the case may be, to the general meeting of partners for approval.

Each partner or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of partners.

Art. 22. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The single partner or the general meeting of partners shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the partners as dividend.

The manager(s) may pay out interim dividends at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single partner or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the single partner or by the general meeting of partners, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 24. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for all the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued by the Company and has fully paid the par value of said shares in cash.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2011.

Extraordinary general meeting

The appearing party, representing the entire subscribed capital of the Company, acting in lieu of the general meeting of partners, has immediately taken the following resolutions.

First resolution

The sole partner resolves to appoint for an indefinite period of time the following persons as A managers:

- Mr. Hille-Paul Schut, born on September 29, 1977 in 's-Gravenhage (The Netherlands), with professional address in 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
- Mr. Richard Brekelmans, born on September 12, 1960 in Amsterdam (The Netherlands) with professional address in 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
- Mr. Joost Johannes Tulkens, born on April 26, 1973 in Someren (The Netherlands), with professional address in 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

The sole partner resolves to appoint for an indefinite period of time the following persons as B managers:

- Mr. Pedro Mielgo Alvarez, born on February 07, 1946 in Astorga (Spain), with professional address in Calle Jorge Juan 15, 1 28001, Madrid, Spain.
- Mr. Juan José Gonzales de las Pozas, born on June 23, 1967 in Madrid (Spain), with professional address in Calle Jorge Juan 15, 1 28001, Madrid, Spain.

Second Resolution

The sole partner resolved to establish the registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt et un février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Amicorp Trustees (New Zealand) Limited, une société organisée et existant de par les lois de la Nouvelle Zélande, dont le siège social est situé à West Side, Level 3, The Ferry Building, 99 Quay Street, Auckland, 1010, enregistrée auprès du registre des sociétés de Nouvelle-Zélande sous le numéro 1100108.

Ici représentée par Chloé Dellandrea, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société qui est ainsi constituée:

Chapitre I^{er}. Forme - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est établi parmi le(s) associé(s) et tous ceux qui sont amenés à devenir détenteurs des parts sociales émises, une société à responsabilité limitée (la Société) régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

La Société existera sous la dénomination de "Nereo GreenCapital Lux Partners S.à r.l."

Art. 2. Siège social. La Société aura son siège social à Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit dans cette même commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance de la Société.

Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision de(s) gérant(s) ou le cas échéant, par le conseil de gérance.

Lorsque le gérant ou le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toutes parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société est la détention d'actions de commandité dans Nereo GreenCapital (S.C.A.) SICAR, une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg qui est en outre sujette à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (la Loi sur la SICAR), en sa capacité d'associé gérant commandité de cette société, ainsi que la détention d'intérêts dans Nereo GreenCapital (S.C.A.) SICAR, une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

La Société n'agira pas en tant qu'associé gérant commandité ou conseiller en placement en ce qui concerne toute autre entité ne faisant pas partie du même groupe, à moins que l'approbation préalable de l'autorité compétente respective soit donnée.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, au moyen d'un placement privé, à l'émission d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts et/ou émettre des instruments à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et garantir des sûretés en faveur de tiers, sécuriser ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également émettre des garanties en gage, transférer, grever ou émettre toutes autres garanties sur tous ou une partie de ses actifs.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales qui, directement ou indirectement, se rapportent à son objet social. La Société peut participer à d'autres sociétés ou entreprises ayant ou poursuivant un objet social similaire, sous quelque forme que ce soit.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

La Société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale des associés votant avec les règles de quorum et de majorité prévues par ces Statuts.

Chapitre II. Capital - Actions

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à douze-mille cinq cents euros (EUR 12.500), divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'associé unique ou par une décision des associés votant avec les règles de quorum et majorité prévues par ces Statuts ou, le cas échéant, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne à son détenteur des droits égaux aux bénéfices et actifs de la Société et le droit à un vote aux assemblées générales des associés. La propriété d'une action entraîne acceptation implicite des Statuts de la Société et les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générales des associés valablement adoptée.

Chaque part sociale est indivisible en ce qui concerne la Société.

Les codétenteurs de parts sociales doivent être représentés envers la Société par un mandataire commune, qu'il soit nommé ou non parmi eux.

Les parts sociales sont librement cessibles quand la Société est composée d'un seul associé. Les parts sociales peuvent être cédées librement parmi les associés lorsque la Société est composée de plusieurs associés. Les parts sociales peuvent être cédées à des non-associés seulement après autorisation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Une cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé. Une telle cession ne lie la Société et les tiers qu'une fois dûment notifiée à la Société ou acceptée par la Société, en conformité avec l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un associé. L'incapacité, faillite, insolvabilité ou tout autre évènement similaire affectant l'associé unique ou l'un des associés ne mettra pas la Société en liquidation.

Chapitre III. Gérant(s) - Commissaires

Art. 8. Gérant(s). La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être associés. Si la Société est gérée par deux (2) Gérants, ils peuvent gérer conjointement la Société. Si la Société est gérée par trois (3) Gérants ou plus, ils constitueront un conseil de gérance et toute référence dans ces Statuts aux gérant(s) constituera une référence au conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) seront élus par l'assemblée générale des associés, qui fixera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat. Tout gérant tiendra son mandat jusqu'à ce que son successeur soit élu. Tout gérant est rééligible et peut être destitué à tout moment, avec ou sans raison, par une décision adoptée par l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

Le conseil de gérance (le cas échéant) nommera parmi les gérants un président (le Président). Il peut également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un gérant, et qui sera responsable de garder les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance (le Secrétaire).

Le conseil de gérance (le cas échéant) se réunit sur convocation du Président. Une réunion du conseil de gérance (le cas échéant) doit être convoquée par le Président si deux (2) des gérants l'exigent.

Le Président présidera toutes les réunions du conseil de gérance (le cas échéant), excepté en son absence dans quel cas le conseil de gérance (le cas échéant) peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par vote de la majorité présente ou représentée à une telle réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec le consentement de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite aux réunions du conseil de gérance (le cas échéant) sera donnée au moins une (1) semaine à l'avance à chaque gérant et transmise par tous moyens de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une telle convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. La convocation peut être levée par le consentement par écrit, transmis par tous moyens de communication permettant la transmission d'un texte écrit, de chaque gérant. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions tenues aux heures et lieux fixés sur dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance (le cas échéant).

Toutes réunions du conseil de gérance (le cas échéant) sera tenue à Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil de gérance (le cas échéant) peut déterminer de temps à autre. Tout gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance (le cas échéant) en donnant une procuration à tout autre gérant.

Le quorum de toute réunion du conseil de gérance (le cas échéant) sera la présence ou la représentation d'une majorité des gérants en fonction. Cependant, si des gérants de classe A et des gérants de classe B ont été nommés, le quorum du conseil de gérance sera la présence ou la représentation d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B en fonction.

Les décisions seront prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à la réunion. En cas d'égalité des voix, le Président aura un vote décisif.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion par téléphone ou par tout autre moyen de communication permettant à plusieurs personnes participant à la réunion de communiquer simultanément les uns avec les autres. Une telle participation équivaut à une participation en personne à la réunion.

Une résolution circulaire, signée par tous les gérants, est appropriée et valable et engage la Société comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance (le cas échéant) dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée en un document unique ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu et chacun d'eux signé par un ou plusieurs gérants.

Les associés ne pourront ni participer ni interférer dans la gestion de la Société.

Art. 9. Pouvoirs des Gérants. Le gérant ou les gérants agissant conjointement, lorsque la Société est gérée par deux (2) gérants, ou par le conseil de gérance, le cas échéant, est/sont investi(s) des pouvoirs les plus larges afin de réaliser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par les Statuts ou par les lois à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant, les gérants agissant conjointement, lorsque la Société est gérée par deux (2) gérants ou par le conseil de gérance, le cas échéant.

Art. 10. Frais de Gestion et Dépenses. Les gérant(s) peuvent recevoir des frais de gestion en ce qui concerne la réalisation de sa (leur) gestion de la Société et seront en outre remboursés pour toutes les autres dépenses de n'importe quelle nature encourues par le(s) gérant(s) en relation avec une telle gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 11. Responsabilité des Gérants. Aucun gérant ne contracte, à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris au nom de la Société. Tout gérant est seulement responsable pour l'exercice de ses fonctions.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Le(s) gérant(s) peuvent déléguer des pouvoirs spéciaux ou des procurations ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son/leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de tout gérant ou par la signature conjointe de deux gérants s'il y a plus d'un gérant. Cependant, si l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui un pouvoir spécial de signature a été délégué par le(s) gérant(s) dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 13. Conflits d'intérêt - Indemnité. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un gérant, agent ou employé de la Société a un intérêt dans, ou est un associé, administrateur, gérant, agent ou employé d'une telle autre société ou entreprise. Toute personne liée, tel que décrit ci-dessus, avec une autre société ou entreprise avec laquelle la Société contractera ou autrement s'engagera en affaires ne doit pas, au seul motif de cette appartenance à cette autre société ou entreprise, être empêché de délibérer, voter ou agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou affaires.

Nonobstant ce qui précède, lorsque la Société est gérée par deux (2) gérants ou plus, dans le cas où un gérant a ou peut avoir un intérêt personnel dans toute transaction de la Société, un tel gérant devra faire savoir cet intérêt personnel au conseil de gérance ou à l'autre gérant et ne pourra pas délibérer ou voter sur cette transaction, et cette transaction et cet intérêt du gérant devront être déclarés à la prochaine assemblée générale des associés.

La Société indemniserà le(s) gérant(s), agents ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dommages-intérêts à payer et tous frais raisonnables engagés par eux dans le cadre de toute action ou procès auxquelles ils peuvent être partie en raison du fait qu'ils soient ou aient été gérants, agents ou employés de la Société, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancier et par laquelle ils n'ont pas droit d'être indemnisés, excepté en ce qui concerne des affaires pour lesquelles ils seront finalement jugés pour une telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave ou faute. Dans le cas d'un règlement, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les faits couverts par le règlement et pour lesquels la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou de faute. Ce droit à indemnisation n'exclura pas les autres droits auxquels les personnes devant être indemnisées peuvent avoir droit en vertu des Statuts.

Art. 14. Enregistrements des Décisions de(s) Gérant(s). Les décisions de(s) gérant(s) seront enregistrées par écrit. Ces résolutions peuvent être documentées dans un document unique ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun d'eux étant signé par un ou plusieurs gérants. Des copies ou extraits de ces décisions qui peuvent être produites en justice ou ailleurs, seront signés par un gérant, de n'importe quelle classe (le cas échéant).

Si la Société est gérée par un conseil de gérance, les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par le président de la réunion. Toutes procurations y resteront annexées. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux et des décisions écrites adoptées par le conseil de gérance en conformité avec l'article 9 des Statuts, qui peuvent être produits en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et le Secrétaire (le cas échéant) ou par deux (2) gérants.

Art. 15. Commissaires/Réviseurs d'entreprises. La supervision des opérations de la Société peut être, et doit être dans les cas prévus par la loi, confiée à un ou plusieurs commissaires.

Les commissaires, s'il y en a, seront élus by l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, qui déterminera leur nombre et le terme de le mandat, et ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Au terme de leur mandat comme commissaires, ils pourront être réélus, mais peuvent être destitués à tout moment, avec ou sans raison, par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant.

Chapitre IV. Assemblée des associés

Art. 16. Assemblée générale des associés. Si la Société est composée d'un associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs garantis par la loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par un vote écrit sur le texte des décisions à adopter qui seront envoyée par le(s) gérant(s) aux associés par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation, dans un délai de quinze jours à dater de la réception du texte de la décision proposée, d'émettre leur vote écrit et de le transmettre par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit à la Société.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé, les associés peuvent se réunir en assemblée générale des associés sur convocation en conformité avec la loi luxembourgeoise de(s) gérant(s), ou à défaut, par le commissaire, ou à défaut, par les associés représentant la moitié du capital social.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et qu'ils déclarent voir été informés de l'ordre du jour de la réunion, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Un associé peut agir à toute assemblée des associés en nommant par écrit, par fax ou télégramme une autre personne comme mandataire, celle-ci n'ayant pas besoin d'être un associé.

Les assemblées des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger si des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée des Associés. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous les autres pouvoirs réservés au(x) gérant(s) par la loi ou les Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour mener à bien ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la Société.

Art. 18. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir seulement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel qu'il peut être indiqué dans la convocation de ma réunion.

Art. 19. Procédure, Vote. Les Statuts sont modifiés avec le consentement d'une majorité (en nombre) des associés détenant au moins trois quarts du capital social.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toute part sociale donne droit à un vote.

Les copies of extraits du procès-verbal de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou tout gérant, selon le cas.

Chapitre V. Exercice social, Allocation des bénéfices

Art. 20. Exercice social. L'exercice social commence le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre chaque année.

Art. 21. Adoption des Comptes Annuels. A la fin de chaque exercice social, les comptes sont clôturés, le(s) gérant(s) établis(nt) un inventaire des actifs et passifs, le bilan et le compte de profits et pertes, en conformité avec la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Chaque associé ou son mandataire peut prendre connaissance de ces documents financiers au siège social de la Société dans un délai de quinze jours précédant la date fixée pour l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 22. Allocation des Bénéfices. Hors des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5 %) sont affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. II/ Elle peut allouer l'entièreté ou une partie de ce solde à une réserve ou à une réserve de provision, le reporter à l'exercice social suivant ou le distribuer aux associés en tant que dividende.

Le(s) gérant(s) peuvent payer des dividendes intérimaires à tout moment, sous les conditions suivantes:

- (i) un relevé des comptes ou un inventaire ou rapport est établi par les gérants ou le conseil de gérance;

(ii) ce relevé des comptes, inventaire ou rapport montre que suffisamment de fonds sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes et sommes à affecter à la réserve statutaire.

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;

(iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique pour par une décision de l'assemblée générale votant avec le même quorum et majorité que ceux prévus pour la modification de ces Statuts, sauf disposition contraire prévue par la loi.

Si la Société est dissoute, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre toutes les détenteurs de parts sociales au pro rata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 24. Loi Applicable. Tous les points non réglés par les présents Statuts seront déterminés en conformité avec la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, cette partie a souscrit la totalité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la Société et a entièrement libéré la valeur nominale de ces parts sociales en numéraire.

Preuve de ce paiement a été donné au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.000.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le dernier jour de décembre 2011.

Assemblée générale extraordinaire

La partie comparante, représentant l'entiereté du capital social souscrit de la Société, agissant en lieu de l'assemblée générale des associés, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de nommer pour une durée indéterminée les personnes suivantes en qualité de gérant A:

- Mr. Hille-Paul Schut, né le 29 septembre 1977 à 's-Gravenhage (Pays Bas), demeurant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

- Mr. Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam (Pays Bas), demeurant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

- Mr. Joost Johannes Tulkens, né le 26 avril 1973 à Someren (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

L'Associé Unique décide de nommer pour une durée indéterminée les personnes suivantes en qualité de gérant B:

- Mr. Pedro Mielgo Alvarez, né le 07 février 1946 à Astorga (Espagne), demeurant professionnellement au Calle Jorge Juan 15, 1 28001, Madrid, Espagne.

- Mr. Juan José Gonzales de las Pozas, né le 23 juin 1967 à Madrid (Espagne), demeurant professionnellement au Calle Jorge Juan 15, 1 28001, Madrid, Espagne.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'établir le siège social de la Société au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: C. DELLANDREA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} mars 2011. Relation: LAC/2011/9810. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2011.

Référence de publication: 2011035819/559.

(110039278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

**MCP Electro & Security s.à r.l., MR & Co Promo Sàrl, Société à responsabilité limitée,
(anc. MCP Promo Sàrl, MR & Co Promo Sàrl).**

Enseigne commerciale: MCP.

Siège social: L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 60.165.

L'an deux mil onze, le quatorze février.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

La société anonyme MRO S.A. avec siège à L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer, immatriculée au RCSL sous le numéro B 88.570, représentée aux fins des présentes par son administrateur unique Monsieur Raoul MEYERS, gérant de société, demeurant à Fingig,

habilité à engager la société sous sa seule signature conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts.

Lequel a démontré au notaire instrumentaire au moyen de l'acte de constitution que la comparante détient la totalité des parts de la société MR & CO PROMO s.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg,

inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 60.165,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX, de résidence à Luxembourg, en date du 17 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 600 du 31 octobre 1997,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire instrumentaire en date du 24 novembre 2008, publiée au Mémorial C numéro 128 du 21 janvier 2009.

Ensuite, il s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Siège social:

Le siège de la société est transféré à L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.

La première phrase de l'article 2 des statuts est modifiée en conséquence comme suit:

«Le siège social est établi dans la Commune de Bertrange.»

Dénomination abrégée:

L'assemblée décide de modifier la dénomination abrégée de la société en «MCP ELECTRO & SECURITY s.à r.l.» de sorte que l'article 1^{er} des statuts sera désormais libellé comme suit:

„Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «MR & CO PROMO s.à r.l.», en abrégé «MCP ELECTRO & SECURITY s.à r.l.» et faisant commerce sous l'enseigne «MCP».

Approbation du gérant:

A l'instant est intervenu Monsieur Raoul MEYERS, préqualifié, lequel, en sa qualité de gérant unique de la société MR & CO PROMO s.à r.l. a déclaré agréer aux résolutions ci-dessus qu'il estime lui avoir été dûment significées.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, il a signé en-semble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: R. Meyers, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 17 février 2011. Relation: CAP/2011/631. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011035815/45.

(110039156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

ID Projets s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.323.

—
STATUTS

L'an deux mil onze, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

- Monsieur Sandro MENEL, gérant de société, né à Saint-Avold, France, le 6 septembre 1974, demeurant à F-57220 Volmerange-les-Boulay, 24C, rue Principale.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «ID PROJETS s.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services et la consultance dans le domaine informatique, y inclus l'implémentation, le paramétrage, l'installation, le développement, la commercialisation et la location de logiciels et de solutions informatiques au sens large.

Elle a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à quinze mille Euros (€ 15.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent cinquante Euro (€ 150,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Si, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société existera en tant que société unipersonnelle, conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans ce cas, les articles 200-1

Art. 16. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ € 1.200,-.

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la

libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Souscription

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites par l'associé unique, Monsieur Sandro MENEI susvisé.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir exceptionnellement le trente et un décembre deux mil onze.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé et détenant l'intégralité des parts sociales a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Sandro MENEI, gérant de société, né à Saint-Avold, France, le 6 septembre 1974, demeurant à F-57220 Volmerange-les-Boulay, 24C, rue Principale.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: S. MENEI, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 25 février 2011. Relation: CAP/2011/743. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011035756/131.

(110039279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

Script s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.305.

STATUTS

L'an deux mil onze, le vingt-quatre février,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Gaston HILBERT, directeur commercial, né à Pétange le 28 avril 1954, demeurant à F-57100 Thionville, 91, boucle du Milan.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «SCRIPT s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services et la consultance dans le domaine informatique, y inclus l'implémentation, le paramétrage, l'installation, le développement, la commercialisation et la location de logiciels et de solutions informatiques au sens large.

Elle a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat

et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à quinze mille Euros (€ 15.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent cinquante Euro (€ 150,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Si, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société existera en tant que société unipersonnelle, conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans ce cas, les articles 200-1

Art. 16. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ € 1.200,-

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Souscription

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites par l'associé unique, Monsieur Gaston HILBERT susvisé.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir exceptionnellement le trente et un décembre deux mil onze.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé et détenant l'intégralité des parts sociales a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Gaston HILBERT, directeur commercial, né à Pétange le 28 avril 1954, demeurant à F-57100 Thionville, 91, boucle du Milan.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: G. HILBERT, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 25 février 2011. Relation: CAP/2011/742. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011035395/130.

(110038968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Solnuten International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.350.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-third day of February,

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Solnuten International S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 157.350 (the Company), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, Grand Duchy of Luxembourg, dated November 25, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations number 232 dated 2 February 2011.

The Meeting is chaired by Régis Galiotto, notary clerk, with a professional address in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints, as Secretary and the Meeting elects, as Scrutineer Marieke Kernet, lawyer, with a professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders represented at the Meeting and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list as well as the proxies, after having been signed ne variatur by the proxyholder of the appearing parties, the officers of the Meeting and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

II. As appears from the said attendance list, all the issued share capital of the Company is represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1) Waiver of the convening formalities;

2) Presentation of the draft common terms of the merger providing for the absorption of Jipec Group B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), incorporated and organised under the law of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands and its office address at Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW, Amsterdam, the Netherlands, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, the Netherlands, under number 34184541 (JIPEC);

3) Approval of the draft terms of the merger and decision to carry out the merger by way of the absorption of JIPEC;

4) Allocation of the newly issued shares of the Company to the shareholders of JIPEC;

5) Amendment of article 5 of the articles of association of the Company (the Articles) following the merger;

6) Granting of all powers to the board of directors of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 (2) of the Law, publicity measures and all other steps required by the Law and to register the newly issued shares of the Company in the shareholders' register of the Company;

7) Acknowledgment of the realisation of the merger; and

8) Miscellaneous.

The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to acknowledge that all the issued share capital of the Company is represented at the Meeting, and the shareholders having been informed of the agenda in advance of this meeting, consider themselves duly convened, to waive the convening formalities.

Second resolution

The Meeting notes that it has been presented with the draft common terms of the merger, including its explanatory notes explaining and justifying the merger from a legal and economic point of view, and in particular, the share exchange ratio, dated December 28, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 38 of January 8, 2011 and duly published in accordance with Dutch law in Trouw on December 31th, 2010 and in Staatscourant on January 3th, 2011, in accordance with article 262 of the law of August 15, 1915 on commercial companies (the Law) and providing for the absorption by the Company of Jipec Group B.V., prenamed (the Absorbed Company), whereby the merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Absorbed Company to the Company (the Merger Proposal).

Third resolution

The Meeting resolves to approve the Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption of the Absorbed Company by the Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal, and in particular,

in exchange for the contribution of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company, without any restriction or limitation.

Fourth resolution

As a consequence of the above mentioned merger, the Meeting resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of one hundred and eight United States dollars (USD 108.-) so as to raise it from its present amount of ninety-nine thousand United States dollars (USD 99,000.-) to ninety-nine thousand one hundred and eight United States dollars (USD 99,108.-) through the issuance to the shareholders of the Absorbed Company, as described in the Merger Proposal, of ten thousand and eight hundred (10,800) new shares in the share capital of the Company, with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each and carrying the same rights and obligations as the existing shares of the Company.

No cash payment will be granted to the shareholders of the Absorbed Company.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles following the merger, which shall henceforth read as follows:

Art. 5. "Capital.

5.1. The share capital is set at USD 99,108. -(ninety-nine thousand one hundred and eight United States dollars), represented by 9,910,800 (nine million nine hundred ten thousand and eight hundred) shares in registered form, with a par value of USD 0.01 (one United States dollar cent) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles."

Sixth resolution

The Meeting grants all powers to the board of directors of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 (2) of the Law, publicity measures and any and all other steps required by the Law and to register the newly issued shares of the Company in the shareholders' register of the Company.

Seventh resolution

Further to the approval of the merger by the Absorbed Company, the Meeting acknowledges the realisation of the merger in accordance with the provisions of article 273 ter of the Law.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

There being no further business, the Meeting is adjourned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will be borne by the Absorbing Company as a result of the present deed, in accordance with the terms of the merger, are estimated at approximately seven thousand Euros (7,000.-EUR).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties, the members of the Bureau signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-deux février,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de Solnuten International S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 46A, Avenue John F. Kennedy, L1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.350 (la Société), constituée suivant un acte du notaire instrumentant, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 25 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations sous le numéro 232, le 2 février 2011.

L'Assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme comme Secrétaire et l'Assemblée nomme comme Scrutateur Marieke Kernet, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I.- Les Actionnaires représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent apparaissent sur la liste de présence. Cette liste de présence ainsi que les procurations, après avoir été signées ne varient par le mandataire des parties comparantes, le bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

II. Il apparaît d'après ladite liste de présence que la totalité du capital social émis de la Société est représentée à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1) Renonciation aux formalités de convocation;

2) Présentation du projet de fusion établi pour l'absorption de Jipec Group B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), constituée et régie par les lois des Pays-Bas, dont le siège social se situe à Amsterdam, Les Pays-Bas, et dont l'adresse est située au Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW, Amsterdam, Les Pays-Bas, immatriculée au Registre de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, Les Pays-Bas, sous le numéro 34184541 (JIPEC);

3) Approbation du projet de fusion et décision d'effectuer la fusion par l'absorption de JIPEC;

4) Allocation des actions nouvellement émises de la Société aux actionnaires de JIPEC;

5) Modification de l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts) subséquente à la fusion;

6) Tout pouvoir donné au conseil d'administration de la Société et au notaire instrumentant afin d'exécuter, conformément aux dispositions de l'article 273 (2) de la Loi, les formalités de publication et toutes les démarches requises par la Loi et d'enregistrer les nouvelles actions émises de la Société dans le registre d'actionnaires de la Société;

7) Prise d'acte de la réalisation de la fusion; et

8) Divers.

L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, la totalité du capital social émis de la Société étant représenté à l'Assemblée, les actionnaires de la Société ayant été informés à l'avance de l'ordre du jour de l'Assemblée et se considérant comme dûment convoqués.

Deuxième résolution

L'Assemblée note que le projet de fusion lui a été présenté, en ce compris les notes expliquant et justifiant la fusion d'un point de vue légal et économique, et en particulier, le ratio d'échange d'action, daté du 28 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 38 le 8 janvier 2011 et dûment publié conformément au droit des Pays-Bas le dans Trouw le 31 décembre 2010 et dans le Staatscourant le 3 janvier 2011, conformément à l'article 262 de la Loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales (la Loi) et prévoyant l'absorption par la Société de Jipec Group B.V. susnommée (la Société Absorbée), par lequel la fusion sera effectuée par le transfert, suivant la dissolution sans liquidation, de tous les actifs et passifs, sans aucune restriction ou limitation, de la Société Absorbée à la Société (le Projet de Fusion).

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le Projet de Fusion et d'effectuer la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société, en conformité avec les conditions détaillées dans le Projet de Fusion, et en particulier, en échange pour la contribution de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, sans aucune restriction ou limitation.

Quatrième résolution

En conséquence de la fusion susnommée, l'Assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de cent huit dollars américains (USD 108,-) pour le porter de son montant actuel de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars américains (USD 99.000,-) à quatre-vingt-dix-neuf mille cent huit dollars américains (USD 99.108,-) par l'émission pour les Actionnaires de la Société Absorbée, tel que décrit dans le Projet de Fusion, de dix mille huit cents (10.800) nouvelles actions du capital social de la Société, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune et ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la société.

Aucun versement en numéraire ne sera accordé aux actionnaires de la Société Absorbée.

Cinquième résolution

A la suite de la fusion, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à USD 99.108,- (quatre-vingt-dix-neuf mille cent huit dollars américains), représenté par 9.910.800 (neuf millions neuf cent dix mille huit cents) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de USD 0,01 (un cent de dollar américain) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou diminué une ou plusieurs fois par une résolution de l'Assemblée Générale agissant conformément aux dispositions prévues pour la modification des Statuts."

Sixième résolution

L'Assemblée donne tout pouvoir au conseil d'administration de la Société et au notaire instrumentant afin d'exécuter, conformément aux dispositions de l'article 273 (2) de la Loi, les formalités de publication et toutes les démarches requises par la Loi et d'enregistrer les nouvelles actions émises de la Société dans le registre d'actionnaires de la Société.

Septième résolution

Suite à l'approbation de la fusion par la Société Absorbée, l'Assemblée acte la réalisation de la fusion en conformité avec les dispositions de l'article 273 ter de la Loi.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi, certifier l'existence et la légalité de l'acte et des formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Aucun autre point ne se trouvant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société Absorbante en raison du présent acte, conformément aux termes de la fusion, s'élève à environ sept mille Euros (7.000.EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé au Luxembourg, à la date stipulée au début des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Le document ayant été lu aux parties comparantes, les membres du Bureau ont signés avec le notaire instrumentant le présent acte en original.

Signé: R. GALIOTTO, M. KERNET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mars 2011. Relation: LAC/2011/10044. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 mars 2011.

Référence de publication: 2011035388/193.

(110038874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Premium Club s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 199, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.309.

STATUTS

L'an deux mil onze, le quinze février,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1. Monsieur Santiago ALCARAZ-FERNANDEZ, indépendant, né à Houdeng-Aimeries, Belgique, le 22 juin 1959, demeurant à L-8011 Strassen, 199, route d'Arlon, et

2. Madame Colette SEKUTOWSKI, employée privée, née le 14 juin 1967 à Metz, demeurant à F-57100 Thionville, 28, allée de la Libération.

Lesquels comparants, es-qualité qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «PREMIUM CLUB s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

En général, elle pourra réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du

Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille deux cents Euros (Eur 1.200,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les représentants de la comparante déclarent être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites comme suit:

- M. Santiago ALCARAZ-FERNANDEZ:	50 parts sociales
- Mme Colette SEKUTOWSKI:	50 parts sociales
TOTAL:	100 parts sociales

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil onze.

Assemblée générale

Les fondateurs prénommés, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constitués en Assemblée Générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) L'adresse du siège social est fixée à L-1471 Luxembourg, 216, route d'Esch.
- 2) La société sera gérée par deux gérants:

Est nommée gérante technique:

Madame Colette SEKUTOWSKI, employée privée, née le 14 juin 1967 à Metz, demeurant à F-57100 Thionville, 28, allée de la Libération.

Est nommé gérant administratif:

Monsieur Santiago ALCARAZ-FERNANDEZ, indépendant, né à Houdeng-Aimeries, Belgique, le 22 juin 1959, demeurant à L-8011 Strassen, 199, route d'Arlon.

- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen de leurs cartes d'identité.

Signé: S. Alcaraz, C. Sekutowski, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 17 février 2011. Relation: CAP/2011/627. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011035364/114.

(110039035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Audit & Consulting Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 151.342.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011019932/9.

(110023671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

MRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 88.570.

L'an deux mil onze, le quatorze février.

Par-devant, Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

S'est tenue l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société MRO S.A., une société anonyme ayant son siège à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch,

Inscrite au RCSL sous le numéro B 88.570,

constituée suivant acte reçu le 2 août 2002 par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 1453 du 8 octobre 2002,

et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire instrumentaire en date du 24 novembre 2008.

L'assemblée est présidée par Monsieur Raoul MEYERS, gérant de société, demeurant à Fingig,

qui nomme comme secrétaire Madame Manon HOFFMANN, employée privée, demeurant à Koerich.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Véronique BARATON, employée privée, demeurant à Garnich.

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II) Qu'il résulte de cette liste de présence que toutes les 100 (cent) actions émises sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti de se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social;
2. Divers.

Après délibérations, l'assemblée générale a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société à L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.

La première phrase de l'article 2 des statuts est modifiée comme suit:

Le siège de la société est établi dans la Commune de Bertrange.

Monsieur Raoul MEYERS, préqualifié, intervient à l'instant en sa qualité d'administrateur unique de la société et déclare expressément agréer à la résolution ci-dessus qu'il estime lui avoir été dûment signifiée.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Evaluation des frais

Les frais incombant à la société en raison de ces modifications sont estimés à € 1.200,-.

Dont acte, fait et passé à Capellen, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture aux personnes comparantes qui sont toutes connues du notaire par nom, prénom, état et demeure, elles ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Meyers, M. Hoffmann, V. Baraton, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 17 février 2011. Relation: CAP/2011/632. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011035342/49.

(110039055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Berenberg Global Opportunity, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY modifié au 21. février 2011 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, février 2011

Berenberg Lux Invest S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011034046/11.

(110037101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 137.939.

—
Ausserordentliche Generalversammlung der Anteilhaber 22. November 2010
[Satzungsänderung]

Im Jahr zweitausendzehn, am 22. November

Wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter der CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS (die „Gesellschaft“), einer Société d'Investissement à Capital Fixe in Form einer société en commandite simple abgehalten.

Die persönlich anwesenden Gesellschafter oder deren bevollmächtigten Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Gesellschaftsanteile gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Gesellschaftern oder deren bevollmächtigten Vertretern unterzeichnet wurde und diesem Protokoll als Anhang 1 beigefügt ist.

Die Gesellschafterversammlung wurde per Einschreiben vom 10. November 2010 einberufen.

Gemäß Artikel 27 der Satzung der Gesellschaft kann die Satzung durch Beschluss der Generalversammlung unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen sowie der Zustimmung des Komplementärs geändert werden.

Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den insgesamt 154.741,240916 sich im Umlauf befindlichen Anteilen 149.975,345963 Anteile anwesend oder vertreten sind, d.h. 1 Komplementäranteil und 149.974,345963 Kommanditanteile der Anteilsklasse A.

Da mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend ist, ist die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäß gebildet und darf rechtmäßig über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden:

Tagesordnung

1. Änderung der Regelungen über die Rücknahme von Kommanditanteilen und die Kapitalherabsetzung in dem Sinne, dass (i) diese Regelungen dem Verfahren für die Ausgabe von Kommanditanteilen und die Kapitalerhöhung angeglichen werden und (ii) die Kommanditisten den Komplementär bevollmächtigen, sie bei den diesbezüglichen Generalversammlungen zu vertreten.

2. Klarstellung, dass die Vertretungsvollmacht seitens der Kommanditisten zugunsten des Komplementärs im Hinblick auf die Zustimmung zur Ausgabe, Rücknahme oder Übertragung von Kommanditanteilen nicht widerruflich ist, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.

Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.

3. Klarstellung der Regelungen hinsichtlich der Beschränkungen der Eigentumsrechte auf Kommanditanteile sowie hinsichtlich der zwangsweisen Rücknahme von Kommanditanteilen.

4. Aus den Tagesordnungspunkten 1. - 3, resultierende Anpassung von Artikel 6 (d), Artikel 7 Absatz 3, Artikel 9, Artikel 10 Absatz 7, Artikel 11, Artikel 19 Absatz 7 und Artikel 23 der Satzung.

Die Generalversammlung der Gesellschafter hat daraufhin mit 100,0 % der abgegebenen Stimmen folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Regelungen über die Rücknahme von Kommanditanteilen und die Kapitalherabsetzung in dem Sinne zu ändern, dass (i) diese Regelungen dem Verfahren für die Ausgabe von Kommanditanteilen und die Kapitalerhöhung angeglichen werden und (ii) die Kommanditisten den Komplementär bevollmächtigen, sie bei den diesbezüglichen Generalversammlungen zu vertreten.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt ferner, in der Satzung klarzustellen, dass die Vertretungsvollmacht seitens der Kommanditisten zugunsten des Komplementärs im Hinblick auf die Zustimmung zur Ausgabe, Rücknahme oder Übertragung von Kommanditanteilen nicht widerruflich ist, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige

gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt weiterhin, die Regelungen hinsichtlich der Beschränkungen der Eigentumsrechte auf Kommanditanteile sowie hinsichtlich der zwangsweisen Rücknahme von Kommanditanteilen in der Satzung klarzustellen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt infolge der vorstehenden Beschlüsse, Artikel 6 (d) der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Das Kapital der CROWN PREMIUM IV kann infolge der Ausgabe von (neuen) Kommanditanteilen erhöht und durch die Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen herabgesetzt werden.

Die Ausgabe von (neuen) Kommanditanteilen kann entweder an bereits bestehende oder an neue Kommanditisten erfolgen. Die Ausgabe von Kommanditanteilen an neue Kommanditisten ist ausschließlich während der im Private Placement Memorandum beschriebenen Zeichnungsperiode der CROWN PREMIUM IV zulässig. Nach Ablauf der Zeichnungsperiode ist die Ausgabe neuer Kommanditanteile nur an bestehende Kommanditisten und deren Rechtsnachfolger zulässig.

Die Ausgabe neuer Kommanditanteile und die Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen erfolgt ausschließlich auf der Grundlage der mit den Kommanditisten geschlossenen Zeichnungsvereinbarungen, den Bestimmungen im Private Placement Memorandum sowie den Bestimmungen in dieser Satzung.

Über die jeweilige(n) Erhöhung(en) bzw. Herabsetzung(en) des Kapitals der CROWN PREMIUM IV infolge der Ausgabe von (neuen) Kommanditanteilen bzw. der Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen entscheidet die Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter. Für die hierzu erforderlichen Beschlussfassungen auf Generalversammlungen erteilen die Kommanditisten dem Komplementär für die Dauer ihrer Zugehörigkeit zur Gesellschaft hiermit Vertretungsvollmacht. Der Komplementär ist damit bevollmächtigt, die Kommanditisten der CROWN PREMIUM IV im Rahmen der Beschlussfassungen über die Ausgabe von Kommanditanteilen bzw. die Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen in vorbenannten Generalversammlungen zu vertreten. Die Vollmacht ist für den einzelnen Kommanditisten grundsätzlich nicht widerruflich, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.“

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 7 Absatz 3 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Die Übertragbarkeit von Kommanditanteilen an der CROWN PREMIUM IV ist nur möglich, wenn (i) der Komplementär der Übertragung zustimmt, (ii) die Gesellschafter der CROWN PREMIUM IV mit einer einfachen Zustimmungsmehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung der Übertragung zugestimmt haben, (iii) der Käufer ein institutioneller oder professioneller Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und (iv) die restlichen Verpflichtungen, einschließlich sämtlicher noch offener Kapitaleinzahlungsverpflichtungen, gegenüber der CROWN PREMIUM IV vollständig übernimmt. Übertragungen an sonstige sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 können akzeptiert werden. Für die für die Zustimmung zur Übertragung erforderlichen Beschlussfassungen der Gesellschafter im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung gemäß vorstehendem lit (ii) erteilen die Kommanditisten dem Komplementär für die Dauer ihrer Zugehörigkeit zur Gesellschaft hiermit Vertretungsvollmacht. Der Komplementär ist damit bevollmächtigt, die Kommanditisten der CROWN PREMIUM IV im Rahmen der Beschlussfassungen über die Zustimmung zur Übertragung von Kommanditanteilen im Rahmen der vorbenannten Generalversammlungen zu vertreten. Die Vollmacht ist für den einzelnen Kommanditisten grundsätzlich nicht widerruflich, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.“

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 9 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Kommanditanteile sind vorwiegend institutionellen sowie professionellen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Nach freiem Ermessen kann die Gesellschaft jedoch Zeichnungen auch von sonstigen sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 akzeptieren.

Des weiteren kann die CROWN PREMIUM IV nach eigenem Ermessen das Eigentum an ihren Kommanditanteilen durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass der Erwerb oder das Halten dieser Kommanditanteile:

- zu Lasten der Interessen der Gesellschafter oder der CROWN PREMIUM IV geht; oder

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die CROWN PREMIUM IV in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der CROWN PREMIUM IV in einer anderen Art und Weise schadet;

oder wenn es sich bei einem Anleger um eine „US-Person“ handelt. Der Ausdruck „US-Personen“ umfasst Staatsangehörige und Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder sonstigen, deren Gerichtsbarkeit unterstehenden Territorien (inbegriffen sind insoweit die Rechtsnachfolger der Personen, Kapital- oder Personengesellschaften, die dort gegründet oder domiziliert sind).

In diesen Fällen kann die CROWN PREMIUM IV:

- (a) die Ausgabe oder Umschreibung von Kommanditanteilen verweigern;
- (b) die zwangsweise Rücknahme von Kommanditanteilen tätigen, selbst wenn diese zusammen mit anderen Personen gehalten werden,
- (c) bei Generalversammlungen diesen Anlegern das Stimmrecht aberkennen.

Ferner kann die CROWN PREMIUM IV für den Fall, dass ein Kommanditist mit Kapitaleinzahlungen in Verzug ist, die zwangsweise Rücknahme von Kommanditanteilen beschließen.

Für den Fall der zwangsweisen Rücknahme wird folgendes Verfahren angewandt;

i) Die CROWN PREMIUM IV wird dem Kommanditisten, der die Kommanditanteile besitzt, eine Benachrichtigung (im Folgenden „Rücknahmebenachrichtigung“ genannt) zusenden. Die Rücknahmebenachrichtigung gibt die zurückzunehmenden Kommanditanteile, den zu bezahlenden Rücknahmepreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rücknahmebenachrichtigung kann dem Kommanditisten durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Register eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Kommanditist ist verpflichtet, der CROWN PREMIUM IV ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Kommanditanteile verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Tages ist der Kommanditist nicht mehr Eigentümer der in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Kommanditanteile. Die Zertifikate, die die entsprechenden Kommanditanteile verkörpern, werden annulliert.

ii) Der Preis, zu dem die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Kommanditanteile zurückgenommen werden (im folgenden „Rücknahmepreis“ genannt), entspricht dem letzten vor dem Tag des Beschlusses der Generalversammlung über die Rücknahme vorliegenden Nettovermögenswert der betroffenen Kommanditanteile.

Abweichende Regelungen gelten für den Fall, dass ein Kommanditist mit Kapitaleinzahlungen in Verzug ist. Die Ermittlung des „Rücknahmepreises“ bestimmt sich in diesem Fall nach den Regelungen des Private Placement Memorandums,

iii) Der Rücknahmepreis wird nach Abzug sämtlicher durch die Zwangsrücknahme verursachter Kosten dem Eigentümer dieser Kommanditanteile durch die CROWN PREMIUM IV von einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rücknahmebenachrichtigung angegeben wurde, in Raten ausgezahlt, wenn der betroffene Kommanditist die eventuell ausgegeben Zertifikate, welche die in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Kommanditanteile verkörpern, zurückgegeben hat. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die CROWN PREMIUM IV Auszahlungen an die übrigen Kommanditisten vornimmt. Jede Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Kommanditist erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

iv) Unter der Bedingung, dass die CROWN PREMIUM IV in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Eigentum sich die Kommanditanteile befinden.“

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 10 Absatz 7 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Über die jeweilige(n) Ausgab(en) von Kommanditanteilen der CROWN PREMIUM IV entscheidet die Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung. Für die hierzu erforderlichen Beschlussfassungen auf Generalversammlungen erteilen die Kommanditisten dem Komplementär für die Dauer ihrer Zugehörigkeit zur Gesellschaft hiermit Vertretungsvollmacht. Der Komplementär ist damit bevollmächtigt, die Kommanditisten der CROWN PREMIUM IV im Rahmen der Beschlussfassungen über die Ausgabe von Kommanditanteilen in vorbenannten Generalversammlungen zu vertreten. Die Vollmacht ist für den einzelnen Kommanditisten grundsätzlich nicht widerruflich, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.“

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 11 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Die Rücknahme von Kommanditanteilen durch CROWN PREMIUM IV auf einseitiges Verlangen des Kommanditisten ist grundsätzlich nicht möglich.“

Die CROWN PREMIUM IV ist eine Gesellschaft des geschlossenen Typs; sie ist dementsprechend berechtigt ein einseitiges Verlangen des Kommanditisten auf Rücknahme von Kommanditanteilen zurückzuweisen.

Die Generalversammlung kann jedoch mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter und der Zustimmung des Komplementärs im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung beschließen, Kommanditanteile oder Anteilsbruchteile der CROWN PREMIUM IV zurückzunehmen und das Kapital entsprechend herabzusetzen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der CROWN PREMIUM IV auszuzahlen. Die Entscheidung zur Rücknahme ist verbindlich für alle Gesellschafter und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der CROWN PREMIUM IV. In diesem Fall entspricht der Rücknahmepreis dem letzten vor dem Tag des Beschlusses der Generalversammlung über die Rücknahme vorliegenden Nettovermögenswert der betroffenen Kommanditanteile.

Die CROWN PREMIUM IV wird die registrierten Kommanditisten über die Entscheidung und den Stichtag zur Rücknahme auf dem Postweg informieren. Die von der CROWN PREMIUM IV zurückgenommenen Kommanditanteile werden in den Büchern der CROWN PREMIUM IV annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem Tag des Beschlusses der Generalversammlung über die Rücknahme ausbezahlt.

Ferner kann die Generalversammlung unter Einhaltung vorbenannter Mehrheit und bei Zustimmung des Komplementärs eine zwangsweise Rücknahme der Kommanditanteile eines Kommanditisten sowie die damit verbundene Kapitalherabsetzung beschließen, wenn die in Artikel 9 dieser Satzung beschriebenen Voraussetzungen vorliegen.

Für die Dauer ihrer Zugehörigkeit zur CROWN PREMIUM IV erteilen die Kommanditisten hiermit dem Komplementär für die erforderlichen Beschlussfassungen auf Generalversammlungen hinsichtlich der in den Artikeln 9 und 11 dieser Satzung geregelten Rücknahmen Vertretungsvollmacht. Der Komplementär ist damit bevollmächtigt, die Kommanditisten der CROWN PREMIUM IV im Rahmen der Beschlussfassungen über die Rücknahme von Kommanditanteilen und die damit verbundene Kapitalherabsetzung in vorbenannten Generalversammlungen zu vertreten. Die Vollmacht ist für den einzelnen Kommanditisten grundsätzlich nicht widerruflich, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt."

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 19 Absatz 7 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden. Dies gilt insbesondere in den Fällen der Beschlussfassung auf außerordentlichen Gesellschafterversammlungen gemäß den Bestimmungen in den Artikeln 6, 7, 10, 11 und 23 gemäß dieser Satzung. In diesen Fällen gelten sämtliche Gesellschafter als ordnungsgemäß durch den Komplementär vertreten sowie als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt.“

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 23 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„Die Verwendung des Jahresergebnisses der CROWN PREMIUM IV wird von der jährlichen Generalversammlung auf Vorschlag des Komplementärs für jede Anteilsklasse unter Berücksichtigung der entsprechenden Bestimmungen des Private Placement Memorandums festgelegt.“

Die Auszahlung von Erlösen aus der Anlagentätigkeit der CROWN PREMIUM IV kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder-gewinnen erfolgen.

Außerdem können Auszahlungen Kapitalrückführungen beinhalten, vorausgesetzt, dass nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der CROWN PREMIUM IV das Mindestkapital gemäß Artikel 6 dieser Satzung weiterhin überschreiten. Die Natur der Auszahlung muss mitgeteilt werden. Für die erforderlichen Beschlussfassungen auf Generalversammlungen über die aus den Kapitalrückführungen resultierenden Rücknahmen von bereits bestehenden Kommanditanteilen und die damit einhergehenden Kapitalherabsetzungen erteilen die Kommanditisten dem Komplementär für die Dauer ihrer Zugehörigkeit zur Gesellschaft hiermit Vertretungsvollmacht. Der Komplementär ist damit bevollmächtigt, die Kommanditisten der CROWN PREMIUM IV im Rahmen der Beschlussfassungen über die Rücknahmen von bereits bestehenden Kommanditanteilen und die damit einhergehenden Kapitalherabsetzungen in vorbenannten Generalversammlungen zu vertreten. Die Vollmacht ist für den einzelnen Kommanditisten grundsätzlich nicht widerruflich, es sei denn, der Kommanditist erwirkt eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch den Komplementär nicht im Interesse der Gesamtheit der Gesellschafter erfolgt.

Der Komplementär kann auf Grundlage der Buchhaltung, aus welcher hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Verfügung stehen, Zwischenauszahlungen vornehmen. Die Zwischenauszahlungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Auszahlungen an Gesellschafter erfolgen an die im Register vermerkten Bankverbindungen,

Auszahlungen erfolgen in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt."

Unterzeichnet am 22. November 2010 in Luxemburg durch die Gesellschafter gemäß Anwesenheitsliste.

Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung „ne varietur“ dem vorliegenden Dokument als Anlage beigelegt.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2011026183/227.

(110031444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

ARERO - Der Weltfonds, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011022047/10.

(110025237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

ARERO - Der Weltfonds, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011022046/10.

(110025235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

DWS India, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011022045/10.

(110025234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Invest Games S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 113.166.

L'an deux mille dix, le trois décembre,

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A COMPARU

LOTTOMATICA GROUP S.P.A., une société anonyme de droit italien («Società Per Azioni»), ayant son siège social à Viale del Campo Boario 56/D, 00154, Rome, Italie, inscrite auprès du «Registro delle Imprese di Roma», sous le numéro 08028081001, ci-après dénommée l'«Actionnaire Unique».

L'Actionnaire Unique est ici représenté par M. Giovanni Chiacchio, juriste, ayant son adresse professionnelle au 9-11, Grand – Rue, L-1661 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 1 décembre 2010.

L'Actionnaire Unique, représenté comme dit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant qu'il établisse que:

(i) INVEST GAMES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand – Rue, L-1661 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 113.166 et constituée en vertu d'un acte reçu par Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 décembre 2005 et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations sous le numéro 657 du 30 mars 2006, page 31495 (ci-après dénommée la «Société»); et

(ii) Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 décembre 2009, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 158 du 26 janvier 2010, page 7571.

Ces faits ayant été déclarés, la partie comparante, détenant 100 % du capital social de la Société, représentée comme dit ci-dessus, a immédiatement procédé et pris les résolutions suivantes:

1. Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital souscrit de la Société à concurrence de neuf millions deux cent soixante-dix mille euros (EUR 9.270.000,00) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-deux millions huit cent trente mille euros (EUR 82.830.000,00) à quatre-vingt-douze millions cent mille euros (EUR 92.100.000,00) par la création et l'émission de sept millions quatre cent seize mille (7.416.000) nouvelles actions sans valeur nominale, ensemble avec une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-dix millions sept cent trente mille euros (EUR 290.730.000,00).

2. Seconde résolution

L'Actionnaire Unique dûment représenté par M. Giovanni Chiacchio, précité en vertu d'une procuration donnée le 1 décembre 2010, ci-annexée, déclare souscrire l'ensemble des sept millions quatre cent seize mille (7.416.000) nouvelles actions sans valeur nominale, avec une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-dix millions sept cent trente mille euros (EUR 290.730.000,00) par l'apport en espèces d'un montant de trois cent millions d'euros (EUR 300.000.000,00).

La preuve de l'apport précité a été apportée au moyen d'un certificat bancaire au notaire instrumentaire, qui le reconnaît expressément, de sorte que le montant de trois cent millions d'euros (EUR 300.000.000,00) se trouve dès à présent à la disposition de la Société.

3. Troisième résolution

Suite à ce qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

"Le capital social souscrit est fixé à quatre-vingt-douze millions cent mille euros (EUR 92.100.000,00) représenté par soixante-treize millions six cent quatre-vingt mille (73.680.000) actions. Les actions n'ont pas de valeur nominale."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à six mille sept cents euros (€ 6.700,-).

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Chiacchio, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15592. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011008407/60.

(110009274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2011.

DWS India, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011022044/10.

(110025231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Illimitec International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 41, rue des Trévières.

R.C.S. Luxembourg B 146.858.

- Démission du poste d'administrateur et du poste d'administrateur délégué avec effet immédiat de M. Jean Luc HER-
NANDES, né le 5 mars 1962 à Montagnac en France demeurant 166 rue Aessen L-4447 SOLEUVRE.

- Démission du poste d'administrateur et du poste administrateur délégué avec effet immédiat de M. Hervin FAYE né
le 21 avril 1963 à Nancy en France demeurant 10 rue de la Fontaine L-4447 SOLEUVRE.

A Luxembourg, le 30/12/2010.

Hervin FAYE

Le gérant

Référence de publication: 2011016007/14.

(110018030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2011.

Young Energy Prize S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 111.776.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2011.

Référence de publication: 2011019876/10.

(110023750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Adler Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011019928/10.

(110023830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Adler Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011019929/10.

(110023840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Alban International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 70.093.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3.2.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011019935/10.

(110023273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.